

Editorial

A l'approche de la seconde phase du SMSI à Tunis, nous nous souvenons de la controverse autour de la question du financement et les débats qui ont enflammé la première phase du Sommet à Genève en 2003. Ce n'est que le dernier jour du Sommet, face à l'absence de consensus sur la façon de combattre la fracture numérique, que le Président du Sénégal Abdoulaye Wade, la Ville de Genève, la Ville de Lyon et la Province de Turin ont annoncé la création du Fonds mondial de Solidarité Numérique.

Leur proposition inattendue a été perçue comme innovante, car elle créait un pont entre deux différentes approches politiques: le local et l'intergouvernemental. Si auparavant l'influence des autorités locales au niveau international était relativement limitée, la création du FSN signifiait que la vision traditionnelle – et d'une certaine façon réductrice – du rôle des acteurs locaux au niveau global était en train de changer.

Aujourd'hui, deux ans plus tard et à quelques heures du Sommet de Tunis, le SMSI reste une arène de décision intergouvernementale, souvent étrangère aux préoccupations locales. Néanmoins, grâce au soutien grandissant de tous les secteurs, le développement du FSN est la preuve vivante que le SMSI peut constituer une plateforme favorable à la mise en œuvre de politiques concertées entre différents acteurs.

A Tunis, l'engagement renouvelé de tous les partenaires en faveur des principes du FSN et de son développement mettra en évidence la possibilité de solutions globales concrètes pour réduire les disparités dans le domaine de la société de l'information.

Amadou Top
Vice-Président du FSN

Sommet de Bilbao

Christian Ferrazino, Conseiller administratif de la Ville de Genève et porte-parole du FSN, appelle à un engagement des villes dans la lutte contre le fossé numérique.

Quel est le rôle des villes dans la solidarité numérique ?

C'est dans les villes que les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont le mieux développées. L'accès aux TIC relève de l'engagement des autorités locales et c'est à travers leurs choix politiques que leurs citoyens ont accès au réseau mondial. Les villes sont en première ligne du développement numérique, elles ont ainsi un rôle essentiel à jouer: celui de moteur de la société de l'information! Concrètement, elles doivent s'engager à passer des contrats liés à l'informatique prioritairement avec les entreprises qui acceptent de prélever 1% de leur marge en faveur du Fonds.

Les villes doivent s'engager pour que les TIC soient mises aux services du plus grand nombre, particulièrement des régions les plus pauvres. Fournir un accès aux connaissances est aussi la meilleure manière de stimuler une activité économique dans les régions défavorisées, et ainsi éviter les migrations dues à la pauvreté.

Qu'est-ce qui a motivé Genève à soutenir la création du FSN ?

La tradition humanitaire de Genève doit se traduire dans les engagements politiques de la Ville. Le soutien au FSN s'inscrit dans cette perspective. Notre adhésion en tant que membre fondateur est d'autant plus naturelle que le Fonds a été lancé à Genève et que Genève fut la ville hôte de la 1^{re} phase du SMSI. Ainsi, Genève fait la preuve par l'acte. Le fait que les Nations Unies demandent aujourd'hui aux Etats membres d'y

apporter leur contribution montre que notre engagement était justifié. Notre démarche est aussi appuyée par de nombreuses villes et associations de pouvoirs locaux. L'appel de Genève, de Lyon et de la Province de Turin en décembre 2003 est la base d'une nouvelle solidarité mondiale des pouvoirs locaux pour réduire la fracture numérique.

«Les villes doivent s'engager pour que les TIC soient mises aux services du plus grand nombre»

Qu'attendez-vous du Sommet de Bilbao ?

Bilbao est le prolongement du 1^{er} Sommet des Villes et des Pouvoirs Locaux, à Lyon en 2003. C'est là que les Maires et les Présidents de Régions ont décidé de créer un Fonds mondial de Solidarité Numérique, afin d'engager les pouvoirs locaux – à côté des Etats – dans ce grand défi qu'est la réduction du fossé numérique. A Bilbao, nous présenterons aux participants les succès rencontrés et nous les inciterons à s'engager en faveur du Fonds, en leur proposant notamment d'adhérer au *Principe de Genève*. Seul un engagement concret de tous offrira l'accès universel aux savoirs et aux connaissances. ■



M. Christian Ferrazino en compagnie de M. Roberto Salcedo, Maire de Santo Domingo et membre fondateur du FSN

«Nous sommes engagés dans une direction claire pour travailler à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, à travers la coopération des villes et localités et, en particulier, en comblant le fossé numérique dans la région d'Asie et du Pacifique.» **Hiroshi Nakada, Président de Citynet et maire de Yokohama**



Un nouvel engagement du Fonds sur le terrain

L'Hôpital Georges Pompidou (HEGP) et le FSN collaborent sur un projet de télémédecine au Burkina Faso

Depuis juin 2005, à partir de l'HEGP, une série de professeurs dispensent leur cours de médecine de terrain pour infirmier, décliné sur trois modules : la capacité de décision en matière de diagnostic et protocole de traitement médical, la vaccinologie et l'utilisation des trithérapies pour les femmes enceintes séropositives. La particularité de leur enseignement ? Les enseignants, l'un du Nord, l'autre originaire d'Afrique de l'Ouest, travaillent en tandem. Ils ont été cooptés en France, Suisse et Canada et ont une longue expérience de l'Afrique. Ils enseignent depuis un studio d'enregistrement aménagé dans l'hôpital parisien, tandis que leurs élèves les écoutent – et les regardent – depuis Ouagadougou et Bamako. Entre chaque pause, les infirmiers posent leurs questions par e-mail, les réponses viennent ensuite en direct, par diffusion satellite.

Ce programme d'éducation télématique, destiné au personnel des centres de soins de proximité, est un des volets du projet HOPES¹, actuellement développé dans deux villes – les capitales du Burkina Faso et du Mali – avant d'être étendu à neuf autres capitales

africaines. «Les premiers résultats de cette expérience montrent que la télémédecine et la téléformation apportent un bénéfice aux populations défavorisées», commente le médecin Line Kleinebreil, coordinatrice du projet HOPES. «Mais la formation doit être associée à un suivi dans la pratique médicale. Sinon, 80% de l'enseignement est perdu».

C'est pourquoi le deuxième volet du projet porte sur la mise en place d'un réseau de surveillance sanitaire.

«Grâce aux technologies de l'information, nous pouvons multiplier les salles de cours»

L'infirmier formé bénéficie sur son lieu de travail d'un «kit digital» pour rester en contact avec le centre de formation. Il peut ainsi maintenir son niveau de compétence, avoir accès aux protocoles qui lui ont été enseignés et collaborer à un réseau de surveillance sanitaire, le système d'alerte UNFM². Lorsqu'il est confronté à un symptôme, une diarrhée par exemple, il l'enregistre sur un logiciel qui lui indique le protocole de soin. Si les cas identifiés atteignent un certain seuil, une alerte est déclenchée afin d'avertir les autorités sanitaires. Et si une épidémie est constatée, un flux d'informations entre le terrain et les autorités sanitaires de la capitale est favorisé grâce aux technologies de l'information.

Pour le docteur Line Kleinebreil, le projet devra s'étendre : «l'idée est de permettre aux communautés locales de profiter des modules d'enseignement. Grâce aux technologies de l'information, nous pouvons multiplier les salles de cours». C'est dans ce cadre que s'inscrit la collaboration entre le FSN et l'Hôpital Georges Pompidou. Le programme d'AIDESTI³ soutenu par le FSN au Burkina Faso pourra bénéficier du projet HOPES, tandis que le FSN mettra à disposition du projet HOPES l'infrastructure technique mise en place pour le projet d'AIDESTI.

1. HOPES : *help operational program through education and surveillance network*
2. voir encadré
3. Voir la newsletter du FSN No 1

L'Université numérique francophone mondiale (UNFM) a été créée à l'initiative du Professeur Malien Cheick Modibo Diarra, scientifique à la NASA, «navigateur interplanétaire» et ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, ainsi que par la Fondation pour l'Innovation Politique (www.fondapol.org). Ce projet sera présenté au SMSI de Tunis.

Mesurer l'accès aux TIC

On estime que 80% de la population mondiale n'a pas accès à Internet. Afin de mesurer le niveau d'accès aux technologies de l'information des pays, l'UIT a élaboré un «indice d'accès numérique universel», dont les variables couvrent cinq domaines : infrastructures, accessibilité financière, niveau d'éducation, qualité des services TIC et utilisation de l'Internet.

Présenté en novembre 2003, l'index d'accès digital montre que 25 pays ont un accès excellent, avec un indice situé entre 0.70 et 0.85, 40 pays affichent un bon indice (entre 0.5 et 0.69), 58 un indice moyen (entre 0.3 et 0.49), tandis que 55 pays ont un accès faible (entre 0.04 et 0.18). Les pays dont l'accès est défini comme «bon» sont des pays d'Europe et des Caraïbes, des Etats du Golfe et des pays émergents d'Amérique latine.

Pour consulter le rapport : http://www.itu.int/newsarchive/press_releases/2003/30-fr.html



Le cours des Drs Kleinebreil et Le Bras est diffusé en direct par satellite

Un accord entre Citynet et le FSN

Le 13 octobre à Hanoï, un accord de coopération a été signé entre le FSN et Citynet (Réseau régional des autorités locales d'Asie-Pacifique). Cet organisme de dimension internationale – un réseau composé d'autorités locales, d'instituts de recherche, d'associations et d'entreprises privées – a pour objectif de promouvoir un développement urbain écologique. En mettant au centre du projet le dialogue entre les différents acteurs au niveau local, ainsi que la concrétisation des partenariats sur des projets concrets, Citynet cherche à promouvoir les actions en faveur des villes pour améliorer la justice sociale, le développement écologique, la participation citoyenne, l'économie, la culture et l'interconnexion avec le monde globalisé.

C'est lors de la sixième Assemblée générale de Citynet en octobre au Vietnam que l'accord de coopération avec le FSN a été signé. Cet événement, qui a lieu tous les quatre ans, constitue un forum important permettant aux villes, organisations onusiennes et internationales et missions en activité dans le domaine social de discuter des problèmes d'urbanisme.

A travers ce partenariat, les parties annoncent leur volonté de collaborer pour promouvoir l'utilisation des TIC en faveur du développement et contribuer à atteindre les objectifs de la Déclaration du Millenium, qui inclut la promotion de la paix et de la sécurité à travers le monde.

Plus d'informations sur Citynet : www.citynet-ap.org



MM Guy-Olivier Segond et Hiroshi Nakada signent l'accord entre le FSN et Citynet

Mieux combattre la pauvreté

Le FSN et le Glocal Forum en pleine synergie

Le 10 octobre 2005, le FSN a signé un accord de coopération avec l'organisation Glocal Forum. L'objectif de ce rapprochement est d'explorer les possibilités de collaboration dans les projets destinés à réduire la fracture numérique. Le Glocal Forum est une fondation sans but lucratif dont l'objectif est de réduire les inégalités économiques et sociales au niveau mondial par la promotion de relations entre les villes. Il cherche à établir un meilleur équilibre entre les acteurs globaux et locaux, d'où le terme «glocal», contraction de global et de local.

Selon le Glocal Forum, il est urgent d'identifier les intérêts et les identités culturelles de ceux qui ont été laissés hors de l'expansion économique globale, afin de trouver les meilleures solutions pour leur développement.

Cette fondation propose un nouveau paradigme dans les relations internationales, ainsi qu'une pratique innovatrice de coopération dans le champ du développement, nommé «Glocalisation». Cette stratégie s'appuie sur l'interconnexion des communautés locales au réseau mondial des savoirs, afin de favoriser des initiatives en faveur de la paix et du développement. La stratégie «Glocalisation» attribue un rôle privilégié aux villes et aux autorités locales en tant qu'acteurs internationaux, la coopération entre cités urbaines de la planète devant permettre de relever les défis globaux. «Les villes sont les institutions les plus proches des citoyens et sont sur le front de la lutte contre la pauvreté», commente l'Ambassadeur David Kimche, Président du Glocal Forum.

C'est dans cette volonté de créer une coopération entre communautés locales et acteurs globaux que s'inscrit l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC). «La stratégie technologique du Glocal Forum s'engage à permettre aux villes d'améliorer leurs actions et la relation avec les administrés par l'introduction des TIC», explique M. Kimche. Le FSN et le Glocal Forum ont



Alain Clerc et l'Ambassadeur David Kimche se félicitent de leur coopération

souligné les domaines où leur collaboration pourra se traduire concrètement : l'appui aux villes en développement pour

«La coopération entre cités urbaines de la planète doit permettre de relever les défis globaux »

introduire les conditions d'une bonne gouvernance, le développement économique des villes et des communautés locales, la construction d'une alliance entre villes pour mieux combattre la pauvreté, ainsi que la diffusion des TIC au niveau des municipalités afin d'augmenter l'assistance aux populations.

Plus d'information sur le Glocal Forum : www.glocalforum.org

Le label de la solidarité numérique pour 4 sociétés genevoises

Depuis le début de l'année, la Ville de Genève, membre fondateur du FSN, inclut dans ses appels d'offre aux entreprises du secteur informatique le *Principe de Genève*, à savoir le versement au FSN de 1% du montant de la facture. Depuis lors, quatre entreprises genevoises ont accepté de verser ce pourcentage, destiné à financer des projets visant à réduire la fracture numérique. Il s'agit d'ilem SA (voir Newsletter No 1), Sopra Informatique SA, TELECOM SYSTEM et CORIS SA. Ces quatre sociétés reçoivent le label de la solidarité numérique, certifiant leur engagement en faveur d'une société de l'information plus juste.

Les TIC, une chance pour l'Afrique

Hamadoun Touré, Directeur du Bureau du Développement des Télécommunications de l'UIT, expose sa stratégie pour combattre la fracture numérique

Quel est le danger que constitue le fossé numérique ?

En 1998, l'UIT a constaté l'échec des initiatives pour combler ce fossé, car les moyens étaient investis séparément. Ainsi, au lieu d'avoir été en partie comblée, la fracture numérique s'est agrandie. Le «monstre» devenait plus grand, plus rapide, plus puissant, freinant le développement économique et empêchant les pays de s'épanouir culturellement. Son impact sur toutes les dimensions de la société est énorme.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent une alternative pour le développement. Si on arrive à combler ce fossé, tous les pays pourront participer à la construction de notre société globale. Seule une action concertée et la mobilisation de toutes les ressources permettront de gagner cette bataille. Ceci est à la base de l'organisation du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI).

Quel est le moyen de l'éliminer ?

Nous avons défini plusieurs étapes. D'abord la mise en place de politiques et réglementations qui stimulent l'industrie. Il faut repenser les modèles d'investissement en tenant compte de l'évolution technologique. Ensuite, il

faut élaborer des cyber-stratégies tant au niveau international, national que local. La participation de toutes les couches de la société est essentielle. Ensuite, il faut assurer le financement des infrastructures, préalable au développement des contenus. Nous devons également produire des indicateurs statistiques qui peuvent nous guider. Enfin, nous devons assurer la formation pour développer les capacités humaines.

Les TIC sont-elles une priorité pour l'Afrique ?

Nous avons assisté au Nigéria et au Sénégal à des croissances de 400% et 200% pour la téléphonie mobile. Il faut réfléchir aux moyens d'appliquer ce suc-

cès à l'Internet et à la large bande afin que les entreprises y investissent. L'Afrique est le continent qui se sent le plus concerné à cause du retard actuel. Tous

les ingrédients sont réunis pour un développement massif des TIC, grâce, notamment, à un environnement réglementaire favorable. Toutefois, les fonds manquent. Au niveau des collectivités locales, le micro financement peut être une solution. Ce sont les communautés éloignées qui ont le plus besoin des TIC, car une simple information à transmettre peut coûter un déplacement de plusieurs jours.

Dans ce cadre, quelle est votre appréciation du FSN ?

Le FSN est bienvenu car il permet une nouvelle alternative de financement. Grâce à lui, des projets concrets peuvent exister, soutenus par des micro financements et les collectivités locales. C'est un fonds volontaire qui vient en complémentarité à d'autres initiatives. Sa création est aussi significative d'une nouvelle ère, où les initiatives internationales intègrent la société civile et nous obligent à repenser notre «business model» dans le financement des moyens modernes de communication. ■

«Le monstre devenait plus grand, plus rapide, plus puissant»



Hamadoun Touré voit les TIC comme une chance pour l'Afrique

INFOS BRÈVES

Le FSN fait débat

Pour ou contre la création d'un Fonds mondial pour réduire le fossé numérique? Le Principe de Genève est-il la meilleure solution pour recueillir des moyens financiers? Les nouvelles technologies sont-elles un outil de développement? Autant de questions traitées dans un dossier publié en ligne par Panos, un réseau d'ONG qui veut favoriser le débat sur les questions liées au développement. Intitulé «Fracture du dollar, fracture numérique: financer la révolution technologique», l'article de Panos se penche sur la problématique du fossé numérique, décrit la création du FSN et commente ses enjeux. Pour télécharger le dossier : www.panos.org.uk/global/infosoc_toolkit3.asp.

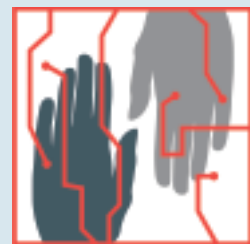
Le Piémont membre du FSN

Après Turin, déjà membre fondateur du FSN, c'est la Région du Piémont, présidée par Madame Mercedes Bresso, qui affirme son soutien en faveur de la solidarité numérique.

Abonnement à la Newsletter

Si vous désirez recevoir la newsletter du FSN par e-mail, vous pouvez vous inscrire à l'adresse internet : www.dsf-fsn.org/fr/15c-fr.htm

Label de la Solidarité numérique



Fonds de Solidarité Numérique (FSN)

Villa La Concorde
20, rue de la Concorde
1203 Genève - Suisse

Tél : +41(0)22.979.32.50
Fax : +41(0)22.979.32.51

Courriel : secretariat@dsf-fsn.org
www.dsf-fsn.org

Secrétaire exécutif : M. Alain Clerc